

COMPTE-RENDU

Rencontre

Transition Énergétique Citoyenne : Quelle place pour la sobriété ?

La rencontre "Transition énergétique citoyenne : quelle place pour la sobriété ?" a été organisée par le Labo de l'ESS le 29 octobre 2018 au CEDIAS (Paris 7e) à l'occasion de la sortie de la nouvelle publication de son groupe de travail Transition énergétique citoyenne : Sobriété énergétique¹.

INTRODUCTION DE LA RENCONTRE

par Hugues Sibille, président du Labo de l'ESS

Hugues Sibille souhaite à tous la bienvenue à l'événement et au Musée social, "institution de la République dans le domaine social", et se félicite que l'événement permette la rencontre du monde social et des enjeux environnementaux.

Pour introduire son propos, il partage avec le public une citation de Winston Churchill : "Agissez comme s'il était impossible d'échouer." Je fais le parallèle entre la situation qu'a vécu Churchill et la nôtre, qui est une situation d'une très grande gravité, et qui se précise avec le récent rapport du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC). Il n'est pas nécessaire d'être scientifique pour constater les changements climatiques : des températures bien plus élevées cet été et seulement quinze millimètres de pluie sur la région parisienne, ce qui est le niveau le plus bas depuis 1873 - date du premier relevé.

Prenant ces défis environnementaux à bras les corps, le Labo de l'ESS travaille sur les enjeux de transition énergétique par le prisme des territoires, explique son président. Le premier travail du think tank, en 2015, a porté sur la production citoyenne des énergies renouvelables² et a été poursuivi par une publication sur la sobriété énergétique portée par Patrick Behm et le groupe de travail, que Hugues Sibille remercie.

"Ce rapport est remarquable et sa lecture a le mérite de nous motiver à l'action : Agissez comme s'il était impossible d'échouer !"

Hugues Sibille reprend l'idée au fondement de la publication : la production d'énergies renouvelables et leur efficacité progressent, mais la sobriété énergétique, elle, n'avance pas. "Notre enjeu, au Labo de l'ESS, est de traiter de sujets de société

du point de vue de l'ESS : Qu'est-ce que nous, économie sociale et solidaire, avons à dire et à faire sur la sobriété énergétique ?"

Il propose plusieurs pistes d'actions :

- "L'ESS emploie 2,3 millions de personnes – les salariés de l'ESS doivent se mettre au travail en matière de sobriété énergétique."
- Les associations doivent sensibiliser les parties prenantes à la sobriété énergétique car "la transition énergétique ne pourra pas réussir sans éducation populaire."
- "Il faut inventer de nouveaux usages – la mise en commun de biens par exemple – auxquels les coopératives notamment doivent contribuer."

"Fondamentalement, ce que dit le rapport sur les raisons pour lesquelles nous n'avons pas de comportements énergétiquement plus sobres", conclut Hugues Sibille, "c'est que nous manquons d'un récit mobilisateur. L'ESS a des choses à faire sur cet aspect : ce que nous défendons sur une économie différente doit rejoindre les thématiques de la transition écologique, pour proposer un récit à la fois social, solidaire et écologique ! La sobriété questionne fortement la croissance économique : il faut, là aussi, inventer quelque chose de différent – la post-croissance, pour laquelle l'ESS a sans aucun doute des choses à faire."

¹ La publication peut être téléchargée sur le site du Labo de l'ESS : <http://lelabo-ess.org/sobriete-energetique.html>

² Pour une transition énergétique citoyenne, 2015, téléchargeable sur le site du Labo de l'ESS : <http://bit.ly/2DCHtnj>



SOMMAIRE

5	CONTEXTE
6	PREMIÈRE PARTIE - La place de la sobriété dans la transition énergétique <ol style="list-style-type: none">1. Présentation des enjeux identifiés dans la publication Sobriété Énergétique2. Réactions des intervenants3. Discussion avec la salle
16	DEUXIÈME PARTIE - La sobriété énergétique à l'oeuvre dans tous les territoires <ol style="list-style-type: none">1. Expérience de sobriété dans le nord2. Programme Transition Énergétique et Sociétale (TES) et dynamiques collectives3. Coopération pour la sobriété en Haute-Savoie4. Discussion avec la salle
26	TROISIÈME PARTIE - Vers une société sobre <ol style="list-style-type: none">1. Quel récit pour la sobriété ?2. Vers la généralisation : quelques dispositifs déjà expérimentés3. Réactions des intervenants sur la question de la généralisation de la sobriété4. Discussion avec la salle
34	CONCLUSION

CONTEXTE DE LA RENCONTRE

Patrick Behm commence par féliciter le groupe de travail, dont il est le responsable, pour la production du rapport *Sobriété Énergétique* :

- **Françoise Bernon**, déléguée générale du Labo de l'ESS,
- **Alicia Fouletier**, chargée d'animation développement durable à AG2R La Mondiale,
- Sarah Grau, directrice opérationnelle de la Fabrique écologique,
- **Marion Richard**, animatrice nationale d'Énergie Partagée,
- **Mohamed Sifaoui**, chargé de mission services énergétiques et facilitation à Enercoop,
- **Julie de Sutter**, responsable des engagements environnementaux du Groupe Up,
- **Valérie Weber-Haddad**, économiste à l'Agence de l'environnement et de maîtrise de l'énergie (ADEME).

"L'objet de l'après-midi n'est pas de présenter les résultats de la publication *Sobriété énergétique* de façon magistrale mais de proposer un dialogue ", ajoute-t-il. "Je présenterai brièvement les idées qui en sont issues, de façon à laisser la place ensuite aux réactions des intervenants et de la salle. Nous ne considérons pas que notre rapport soit un point d'arrivée, mais plutôt un point de départ pour nos réflexions communes."

Présentation des trois intervenants de la table ronde :

- **Stéphane Baly** est administrateur de Virage-Énergie : "Virage-Énergie est une association basée à Lille qui fait de la prospective énergétique depuis plus d'une dizaine d'années. Je suis également membre de la Compagnie des Négawatt et conseiller municipal à Lille, délégué à la transition énergétique."
- **Samuel Aubin est sociologue** : "Je coordonne un programme d'action-recherche en Pays de la Loire, intitulé "Transition énergétique et sociétale", qui vise à mobiliser la société civile sur la transition, dans l'idée que la transition énergétique n'est pas qu'une affaire technique et financière, mais un projet de société."
- **Damien Gaucherand** est directeur d'Innovalles : "Innovalles est un Pôle Territorial de Coopération Économique (PTCE), situé en Haute-Savoie, plus précisément dans la Vallée de l'Arve, et qui travaille notamment sur les problématiques de pollution et de transition."



LA PLACE DE LA
SOBRIÉTÉ DANS
LA TRANSITION
ÉNERGÉTIQUE

1.

1. PRÉSENTATION DES ENJEUX IDENTIFIÉS DANS LA PUBLICATION SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE

RECONNAÎTRE LA NÉCESSITÉ DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

"La nécessité de la transition énergétique ne fait plus débat", se félicite Patrick Behm. Elle a été constatée par les pouvoirs publics : "La Loi relative à la Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV) de 2015³ chiffre des objectifs très ambitieux en termes de transition énergétique : une réduction facteur 4 des gaz à effets de serre (GES) d'ici 25 ans, une réduction de la consommation énergétique – 20% en 2030 et 50% en 2050", synthétise Patrick Behm. La mise en œuvre en est détaillée dans une feuille de route, la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE).

DISTINCTION ENTRE SOBRIÉTÉ ET EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

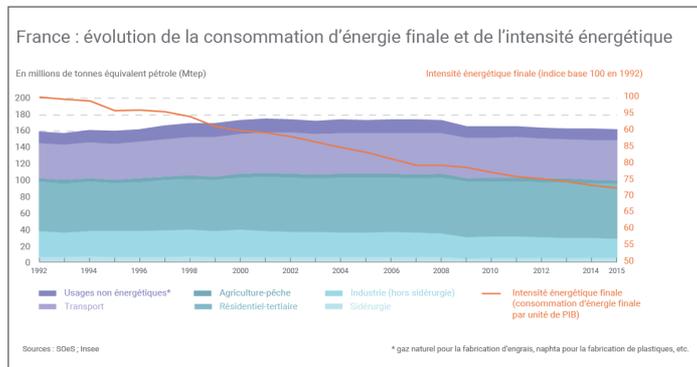
L'efficacité énergétique porte sur l'amélioration des technologies et vise à consommer moins d'énergies pour un même service. La sobriété énergétique concerne les comportements, qu'il s'agit de modifier pour consommer moins. "Si vous faites isoler votre logement pour moins consommer, il s'agit d'efficacité énergétique. Si vous décidez de baisser le chauffage d'un degré dans votre logement, c'est de la sobriété".

LA SOBRIÉTÉ EST LE PREMIER AXE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE... MAIS ELLE PATINE !

"Selon le scénario Négawatt⁴, pour réussir la transition énergétique, il faut d'abord moins consommer, ensuite il faut mieux consommer, et enfin, pour ce que nous continuons à consommer, il faut que cela soit issu d'énergies renouvelables", indique Patrick Behm. "On observe un progrès important dans la production d'énergies renouvelables : le coût des renouvelables baisse à tel point qu'un mix énergétique à 100% renouvelable est de plus en plus étudié. Les progrès en matière d'efficacité énergétique aussi sont importants. Le numérique en est un exemple : l'énergie nécessaire à effectuer un calcul est divisée par deux tous les 18 mois en moyenne. Et pourtant, la consommation énergétique du numérique augmente de 8 à 9% par an !"

³ Publiée au Journal Officiel le 18 août 2015, la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) peut être consultée en ligne : <http://bit.ly/2BAXkT8>

⁴ Les travaux de l'association Négawatt peuvent être retrouvés sur le site : <https://www.negawatt.org/>



Le responsable du groupe de travail expose un schéma représentant la consommation finale d'énergies en France: on observe que celle-ci est stabilisée avec une légère tendance à la baisse, mais que cette baisse est loin des objectifs énoncés dans la LTECV. Il commente : "Malgré nos progrès en efficacité et en production d'énergies renouvelables, on a beaucoup de mal à faire décroître la consommation d'énergies. L'énergie nécessaire par activité est de moins en moins importante mais, en valeur absolue, notre consommation énergétique a encore augmenté en 2017."

L'EFFET REBOND

Pourquoi l'efficacité énergétique ne suffit-elle pas à faire baisser la consommation globale ? "Si vous avez une nouvelle voiture qui consomme moins, elle vous coûtera moins cher à l'usage, et donc vous aurez tendance à l'utiliser davantage : il s'agit de l'effet rebond", résume Patrick Behm. L'efficacité énergétique dégage une marge de manœuvre qui peut avoir deux conséquences : soit on utilise davantage le produit, soit on reporte ce qu'on a pu économiser vers de nouveaux produits peu utilisés auparavant. "L'exemple le plus frappant est celui de la voiture : les technologies ont énormément progressé depuis 25 ans. Et pourtant, les voitures ne consomment pas moins d'énergies qu'il y a 25 ans : ce que nous avons gagné en efficacité énergétique, nous l'avons perdu ailleurs. Nos voitures aujourd'hui pèsent beaucoup plus lourd par exemple."

POURQUOI NE SOMMES-NOUS PAS PLUS AVANCÉS SUR LA VOIE DE LA SOBRIÉTÉ ?

"On ne peut pas réussir la transition énergétique uniquement à partir des énergies renouvelables et de l'efficacité. La sobriété énergétique est absolument essentielle, mais elle est aujourd'hui le parent pauvre de la transition", observe Patrick Behm. Il propose deux éléments d'analyse :

- La sobriété, dont l'objectif est de moins consommer, s'oppose au modèle dominant : la croissance économique exige que l'on consomme davantage.
- La sobriété demande un changement comportemental profond, aux niveaux individuel et collectif. Changer une ampoule pour qu'elle soit plus efficace ne demande pas ce changement profond et rend donc l'efficacité plus facile d'accès.

2. RÉACTIONS DES INTERVENANTS

Stéphane Baly, administrateur de
Virage-Énergie

PLACE DES POLITIQUES PUBLIQUES DANS LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Stéphane Baly revient sur l'objectif de baisse de nos consommations d'énergies inscrit dans la LTECV : "Ce qui est important, c'est qu'il est ainsi établi qu'il n'est pas possible de faire baisser nos émissions de GES sans réduire en même temps notre consommation de façon importante."

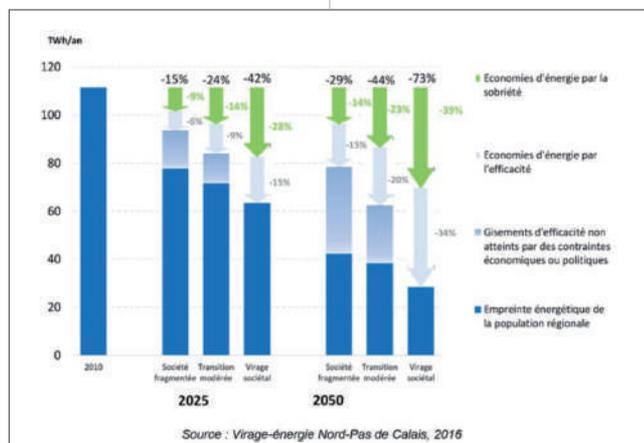
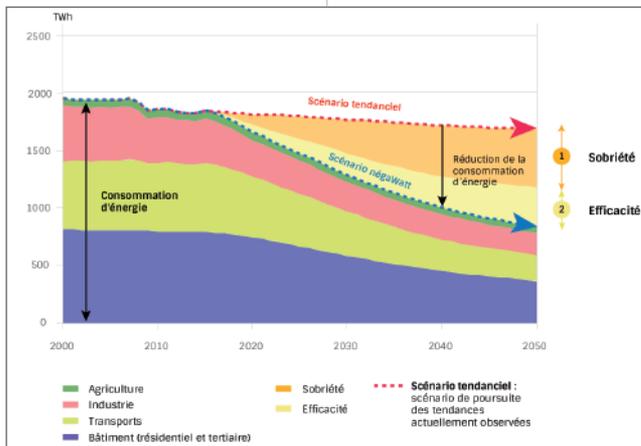
"En ce qui concerne la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE), je voudrais insister sur une chose : la maîtrise de la consommation énergétique est tout aussi pilotable pour la puissance publique que le déploiement des énergies renouvelables. Cela veut dire que la sobriété a toute sa place dans cette PPE", reprend Stéphane Baly, avant d'abonder dans le sens du rapport du Labo de l'ESS : "Alors que se déploient des éclairages plus performants, que les équipements électroménagers sont de moins en moins énergivores, la consommation d'électricité spécifique – c'est-à-dire l'électricité à laquelle on ne peut pas substituer une autre énergie – reste constante ! C'est l'effet rebond, qui

nécessite qu'on se penche sur les usages. Or, aujourd'hui, la puissance publique n'a quasiment pas de visibilité sur ces enjeux d'usages et les façons de les infléchir."

ÉBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE & USAGES

L'administrateur de Virage-Énergie projette les trois photographies ci-dessus pour illustrer l'idée d'ébriété énergétique, par opposition à la sobriété. Il commente : "Avec l'image de ce Hummer, naissent les interrogations sur les liens entre énergies renouvelables, efficacité et usages. La photographie du véhicule imposant et d'une petite voiture en autopartage illustre qu'il n'y a pas d'unité de mesure standardisée pour mesurer la sobriété. Allons-nous faire le même nombre de kilomètres, allons-nous avoir la même occupation de l'espace avec ces deux véhicules ? Aujourd'hui, 50% des trajets urbains en voiture font moins de trois kilomètres. Ce n'est pas le mode de propulsion qui compte, mais ses usages."





ÉBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE & USAGES

L'administrateur de Virage-Énergie projette les trois photographies ci-dessus pour illustrer l'idée d'ébriété énergétique, par opposition à la sobriété. Il commente : "Avec l'image de ce Hummer, naissent les interrogations sur les liens entre énergies renouvelables, efficacité et usages. La photographie du véhicule imposant et d'une petite voiture en autopartage illustre qu'il n'y a pas d'unité de mesure standardisée pour mesurer la sobriété. Allons-nous faire le même nombre de kilomètres, allons-nous avoir la même occupation de l'espace avec ces deux véhicules ? Aujourd'hui, 50% des trajets urbains en voiture font moins de trois kilomètres. Ce n'est pas le mode de propulsion qui compte, mais ses usages."

⁵ Scénario Négawatt 2017-2050 : <https://www.negawatt.org/Scenario-negaWatt-2017-2050>

⁶ Présenté dans la publication Sobriété énergétique du Labo de l'ESS, page 25 : <http://bit.ly/2TQrY1Q>

Samuel Aubin, sociologue et coordinateur du programme "Transition Énergétique et Sociétale" du Collège des transitions sociétales

DÉCOUPLAGE ET SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE

Un scénario de transition qui ne compterait que sur l'efficacité et la production d'énergies renouvelables est insuffisant, selon Samuel Aubin, car il promettrait un découplage entre la croissance économique et les impacts environnementaux de celle-ci. La "croissance verte" s'appuie sur l'idée qu'avec le progrès technique nous pourrions faire l'impasse sur le changement de nos modes de vie. "Or, ce découplage ne se fait pas", commente le sociologue : "la question du changement de mode de vie est absolument incontournable."

ÉNERGIE GRISE ET RESSOURCES NATURELLES

L'énergie grise est l'ensemble de l'énergie nécessaire pour produire les biens et services que nous consommons. "Cela représente les trois-quarts de l'énergie consommée", observe Samuel Aubin, avant d'ajouter : "Pour faire baisser nos consommations d'énergies, nos modes de vie doivent être questionnés." Il ajoute : "Nous avons un



problème de ressources naturelles. Cela signifie que les solutions de production d'énergies renouvelables high-tech sont aussi à interroger du point de vue de leur impact sur les ressources naturelles !"

CROISSANCE & CONSOMMATION

La sobriété énergétique demeure complexe à mettre en œuvre pour deux raisons au moins, selon Samuel Aubin :

"Elle va à l'encontre du modèle de développement dans lequel nous sommes : croissance veut dire consommation. Nous sommes donc dans une situation tout à fait schizophrène", déplore le chercheur.

"Ce problème nous questionne tous sur nos pratiques de consommation. Aujourd'hui, nous nous reconnaissons socialement par la consommation, c'est donc bien une transformation civilisationnelle radicale qu'il faut entreprendre."

Damien Gaucherand, directeur d'Innovalles

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EN MILIEU MONTAGNARD

Damien Gaucherand commence par présenter le territoire du PTCE Innovalles. "Il se caractérise par trois éléments clés : la proximité avec Genève et son industrie financière, un bassin industriel compétitif au niveau mondial concentré dans une vallée fermée et une industrie touristique forte en hiver comme en été." Ces caractéristiques ont des conséquences importantes sur l'environnement, notamment en termes de pollution atmosphérique, observe-t-il. Il ajoute : "Les milieux de montagne sont particulièrement sensibles au dérèglement climatique. La virulence du changement climatique y est multipliée par trois ou par quatre : par exemple le réchauffement atteint déjà 5 à 6 degrés par rapport aux relevés d'il y a dix à quinze ans." Le directeur du PTCE se réfère aux valeurs de l'économie sociale et solidaire pour affirmer : "Nous appelons la sobriété énergétique de nos vœux, mais quand la sobriété énergétique est choisie. Le problème de la sobriété subie pose notamment une question au niveau macrosocial : comment les économies du "premier monde" vont-elle accepter de laisser la place pour permettre aux autres d'atteindre un niveau minimal de développement en termes d'énergies ?"



⁷ Institut de géographie alpine : <https://iuga.univ-grenoble-alpes.fr/>

3. DISCUSSION AVEC LA SALLE



- **Florian Laboulais, étudiant à Sciences Po et membre du collectif Villes et Décroissance**, fait valoir que "ce qui pourrait expliquer le manque de place de la sobriété énergétique dans les politiques publiques est la difficulté à la quantifier : il sera plus facile pour une collectivité de faire de la rénovation thermique car elle pourra donner le nombre de logements rénovés, par exemple."
- **Théo Mouton, de l'association Orée**, revient sur les limites de l'efficacité et de la production des renouvelables : "Vous avez parlé de l'effet rebond, mais il y a une autre limite : l'utilisation des terres rares, par exemple pour les éoliennes. Cela plaide très largement en faveur de la sobriété."
- **Amélie Boissonet, de Plaine Commune**, interroge : "Comment mesure-t-on la sobriété énergétique, puisque par définition, il s'agit de non-consommation ? Comment savoir si l'on est dans la bonne trajectoire de baisse de 50% de la consommation énergétique dont vous parliez ?"
- **Une intervenante** rebondit sur la production d'énergies renouvelables pour s'intéresser au "problème des énergies intermittentes, c'est-à-dire au fait qu'il y ait des pics de production de ces énergies. Est-ce que la sobriété peut résoudre la question de l'intermittence ?"

Réponse de Patrick Behm

- **Spécificité des activités en faveur de la sobriété** : "Pour le dire très rapidement : la production d'énergies renouvelables, avec des prix en baisse, produit beaucoup de business, et donc les capitaux s'y intéressent. C'est très différent pour la sobriété : créer une activité autour de la sobriété est bien plus complexe et on ne peut s'engager dans une activité de ce type avec les mêmes références et les mêmes objectifs."
- **Consommation d'énergie high-techs** : "La fuite en avant technologique ne nous sauvera pas : ce n'est qu'un déplacement depuis les problématiques des énergies fossiles vers celles des métaux et des terres rares – sans compter que par exemple la Chine produit 90% de l'yttrium, il s'agit d'une situation de quasi monopole. Dans la publication Sobriété énergétique, nous prônons les low-techs, qui nous paraissent compatibles avec la sobriété."
- **Intermittence des énergies renouvelables** : "Le niveau d'énergies renouvelables que nous avons aujourd'hui n'est pas suffisant pour que les problèmes d'intermittence se posent en France. Des solutions existent grâce à l'auto-consommation collective : c'est une échelle qui permet de faire face à ces problèmes."



Réponse de Stéphane Baly

- **Intermittence des énergies renouvelables**: "L'intermittence renvoie à l'électricité, or l'électricité ne couvre aujourd'hui qu'un quart de nos besoins énergétiques. Pour la mobilité, les énergies fossiles sont ultra-dominantes. Même en ce qui concerne le chauffage électrique, seulement un tiers des logements français est équipé de radiateurs électriques. J'étais il y a quelques jours en Belgique, et Le Soir titrait : "Faudra-t-il arrêter les trains cet hiver ?" car six de leur sept réacteurs nucléaires sont à l'arrêt. On projette d'éventuels problèmes avec un nouveau système décentralisé et basé sur les renouvelables, alors que notre système actuel est très fragile, notamment par sa centralisation."
- **Objectifs de baisse de la consommation** : "Concernant la question de savoir où nous nous situons sur la trajectoire de la baisse de consommation, l'Observatoire Climat-Énergie a publié⁸ sur ces questions et les conclusions sont très claires : nous ne sommes pas du tout sur la bonne voie. Nous avons les yeux rivés sur le déficit budgétaire alors que nous devrions donner le même poids au respect de nos engagements climatiques qu'au respect de nos engagements budgétaires."
- **Terres rares** : Stéphane Baly renvoie vers certaines publications de Négawatt⁹ et ajoute : "En ce qui concerne la dépendance, j'aimerais signaler que l'uranium est importé à 100%. Je pense qu'il ne faut pas abandonner une possibilité sous prétexte de contraintes à venir. Je dirais, comme pour le compteur Linky, "Pourquoi pas?", mais à l'issue de la transition énergétique et non en préambule ! Plutôt que de chercher les contraintes, regardons l'impasse dans laquelle nous sommes aujourd'hui."

⁸ Site de l'Observatoire Climat-Énergie : <https://www.observatoire-climat-energie.fr/>

⁹ Par exemple : Décryptons l'énergie, 2016 : https://negawatt.org/IMG/pdf/161014_unw2016_decrypterlenergie.pdf

- **Capacité des acteurs publics à porter des politiques en faveur de la sobriété**

"Il faut donner des outils de pilotage aux collectivités pour mener ces politiques. C'est ce que nous faisons dans notre programme de recherche. Quand il s'agit de faire évoluer les modes de vie, la collectivité ne décide pas de comment les citoyens s'habillent ou se déplacent. Il faut un système coopératif de territoire, dans lequel la collectivité puisse jouer un rôle d'accompagnement des dynamiques collectives."

- **Outils de mesure des acteurs publics**

Damien Gaucherand parle d'une "impuissance publique, du moins au niveau national", qu'il analyse ainsi : "Nous sommes ce que nous mesurons : tant qu'on conservera la création de valeur financière pour mesurer l'efficacité, nous créerons de la valeur financière. Si, demain, on arrête d'utiliser le Produit Intérieur Brut (PIB) comme outil de mesure et si on inscrit dans ce que nous mesurons les questions de qualité de l'air, de qualité du temps partagé, d'impact environnemental des entreprises, alors, après-demain, nous réorienterons les outils de production et de consommation. Qu'est-ce qui crée de la croissance aujourd'hui ? Dans la Vallée de l'Arve, ce sont des entreprises automatisées, qui achètent de la matière première en Chine ou en Corée, qui la transforment dans la Vallée pour la revendre aux industries aéronautique et automobile mondiales : c'est cela qui crée la valeur financière."

- **Médiatisation et conscientisation des enjeux environnementaux**

"Le terrorisme international tue en moyenne 25 000 personnes par an, la pollution atmosphérique tue chaque année de façon prématurée un peu plus de 10 millions de personnes. Si nous avons le même ratio du point de vue de la couverture médiatique, je pense que la transition pourrait avancer à très grands pas", assène Damien Gaucherand.

- **Échelle d'action**

"La bonne échelle", selon le directeur du PTCE, "est celle du coin de la rue car ces mouvements de transition se créent au niveau de nos solidarités. A l'échelle de quelques personnes, les coopérations économiques sont fondées sur la confiance."

A street scene featuring a black lamppost in the foreground. A bicycle is leaning against the lamppost. Above the lamppost, there are hanging plants with pink and red flowers. In the background, there are buildings and a person walking. The scene is overlaid with two large circles: a white one on the left and an orange one on the right.

LA SOBRIÉTÉ
ÉNERGÉTIQUE
À L'OEUVRE DANS
LES TERRITOIRES

2.

Patrick Behm introduit le deuxième temps de la rencontre en parlant des projets en faveur de la sobriété qui émergent et qui gagneraient, selon lui, à être mis en évidence et amplifiés. Il propose aux trois intervenants de présenter leur travail de terrain en faveur de la transition énergétique à travers la sobriété.

1. EXPÉRIENCE DE SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE DANS LE NORD - Par Stéphane Baly, administrateur de Virage-Énergie et conseiller municipal à la Mairie de Lille

Stéphane Baly présente plusieurs initiatives issues des politiques menées par la Ville de Lille et de l'accompagnement du Schéma de Cohésion Territoriale (SCOT) du Grand Douaisis qu'effectue Virage-Énergie.

OUTILS DE PILOTAGE POUR LE GRAND DOUAISIS DANS LE CADRE DE SON SCOT

Dans le Grand Douaisis, le Syndicat du SCOT est accompagné dans l'élaboration de son Plan Climat-Air-Énergie Territorial (PCAET) réglementaire et, pour aller au-delà, il a souhaité "s'engager dans la construction d'une stratégie territoriale de sobriété énergétique" avec Virage-Énergie. "C'est un territoire modeste et l'enjeu est de construire des politiques de sobriété choisies", précise Stéphane Baly. Le travail de Virage-Énergie a notamment porté sur la construction d'outils de pilotage des politiques de sobriété qui puissent avoir la même valeur que ceux des politiques d'efficacité. Stéphane Baly présente un outil qui ressemble à un jeu de plateau à destination des techniciens et des élus : il porte sur l'alimentation, l'aménagement et les biens matériels. Il permet de considérer les actions à mener en fonction des échéances. "C'est une question importante, précise l'administrateur de Virage-Énergie, car par exemple en ce qui concerne les mobilités actives, comme le vélo, ce ne sont pas des politiques gratuites. Il faut sortir de l'idée que pour développer la transition, il suffirait d'un peu d'animation territoriale : il faut des investissements aussi."

ÉCLAIRAGE DES SALLES DE SPORT À LILLE

Ce dispositif est porté par la Ville de Lille : "Nous avons observé que quand un éclairage de salle de sport était refait, il était toujours allumé à pleine puissance, alors que dans le cas d'un entraînement ce n'est pas nécessaire", raconte le conseiller municipal. Un système de badge a donc été mis en place : les capitaines d'équipe ont un badge permettant d'activer l'intensité lumineuse nécessaire pour l'entraînement ; pour un match, le badge est détenu par les entraîneurs ; pour une compétition, seul le badge de la personne en charge de la garde de la salle peut activer l'éclairage. "J'insiste sur l'aspect concomitant de l'efficacité et de la sobriété. Ce nouveau dispositif nous a permis de diviser la consommation électrique quasiment par dix", commente Stéphane Baly.



DES RÉFÉRENTS ÉNERGIE POUR LES BATIMENTS COLLECTIFS

"Depuis trois ans, nous avons mis en place des binômes dans certains bâtiments : un référent site et un référent énergies. Ils observent les usages et les mésusages du bâtiment", expose Stéphane Baly. La première année, le dispositif a concerné 15 bâtiments et a permis de faire 100 000 euros d'économie ; la deuxième année, il s'agissait de 45 bâtiments et de 170 000 euros d'économie. Le conseiller municipal s'en félicite : "Nous sommes donc bien capables de mesurer la sobriété. Aujourd'hui, nous atteignons les limites de l'efficacité énergétique : quand on change une chaudière fioul par une chaudière gaz, puis par une chaudière basse consommation plus performante, on peut gagner 20 à 30 points de rendement avec le premier remplacement, mais on ne gagne plus grand chose avec le second." Il insiste également sur l'idée d'usage : "Repartons du besoin et essayons de comprendre comment on peut le satisfaire : en isolant, en maîtrisant la température, et en dernier recours en ayant une chaudière efficace."

MOBILITÉ SOBRE DES AGENTS DE LA VILLE DE LILLE

"Nous avons instauré un forfait mobilité durable pour inciter à l'usage du vélo et de la trottinette", expose Stéphane Baly avant d'ajouter : "En parallèle, nous avons mis en place des pools de véhicules : les véhicules sont donc moins nombreux et partagés entre plusieurs agents. Lors du renouvellement, on questionne les usages et on fait du "downsizing" : on peut ainsi passer à des véhicules plus petits. Le parc a déjà été diminué de 15%." Il conclut en disant qu'en combinant ces dispositifs il est possible de s'adapter en continu aux usages.

ALIMENTATION COLLECTIVE ET RÉDUCTION DE L'ALIMENTATION CARNÉE

"La sobriété énergétique, c'est aussi la question du contenu de notre assiette", rappelle Stéphane Baly. La Ville a mis en place un premier repas végétarien hebdomadaire en début de mandat, puis un second depuis la rentrée scolaire 2018. "C'est bien au regard de la consommation carnée", commente-t-il, "mais nous avons encore un gâchis alimentaire de l'ordre de 30%. C'est notre défi aujourd'hui."

Pour conclure, Stéphane Baly insiste sur l'idée qu'il "n'y a pas une seule solution, mais de multiples leviers qui forment une chaîne – une chaîne qui peut être améliorée en continu. Il y a un gain économique pour la collectivité avec ces dispositifs : cela signifie que l'on peut très bien le transposer dans une entreprise ou au sein d'un ménage."

2. PROGRAMME TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET SOCIÉTALE (TES) ET DYNAMIQUES COLLECTIVES - Samuel Aubin, sociologue, coordinateur du programme au sein du Collège des Transitions sociétales

Il propose trois pistes, qui sous-tendent le programme TES :

- **Construire des alliances dans les territoires** entre des acteurs publics, ESS et privés hors ESS pour "créer des dispositifs hybrides capables de porter ces transitions."
- **Expérimenter** : "Nous expérimentons en faisant - nous ne connaissons pas les contours des démarches de transition mais nous ne pouvons pas attendre d'en connaître les contours pour les mener !"
- **Faire ensemble** : "Sur beaucoup de sujets, nous aurions des solutions. On butte sur des questions sociales et politiques, donc sur des questions du faire ensemble."

PRÉSENTATION DU PROGRAMME TES EN PAYS DE LA LOIRE

Le programme vise à favoriser les dynamiques collectives pour aider à la mise en œuvre concrète de la transition énergétique, en lien avec des politiques publiques. L'objectif initial était de construire un collectif d'acteurs en Pays de la Loire, constitué de têtes de réseaux, d'acteurs publics et privés, d'acteurs associatifs – soit une trentaine de partenaires aujourd'hui¹⁰. Une coopérative scientifique, dont le but est de permettre la capitalisation, a également été constituée pour faciliter l'action de terrain.

TES vise à travailler à trois échelles :

- L'échelle locale, "là où émergent les initiatives, ce qui est par définition imprévisible",
- L'échelle du territoire : "Nous avons choisi l'échelle intercommunale car elle correspond bien au vécu des expériences", explique Samuel Aubin.
- L'échelle régionale, la Région étant chef de file sur la transition énergétique.

"Notre hypothèse est qu'il s'agit d'articuler ces trois périmètres. En Pays de la Loire, nous avons 71 Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) et l'idée n'est pas d'avoir ici ou là des expérimentations extraordinaires, mais d'avoir l'effet le plus large sur l'ensemble du territoire", ajoute le coordinateur du programme.

"Nous qui sommes engagés dans les questions de transition, devons nous demander comment nous pouvons nous aider les uns les autres pour pouvoir continuer à agir, dans un moment plein de motivation mais aussi de doutes."

¹⁰ ADEME, l'association d'initiatives locales pour l'énergie et l'environnement (AILE), Alisée, Cerema, CCI Nantes Saint-Nazaire, Agricultures et Territoires, Centre des jeunes dirigeants d'entreprise (CJD), CIVAM Pays de la Loire, CLCV, Collège des transitions sociétales, Préfecture de la Région Pays de la Loire, Elise, Energies citoyennes en Pays de Vilaine, Enedis, EnergyCities, Energies citoyennes en Pays de la Loire, Communauté de Communes Erdre-Gesvres, Ecole supérieure d'agriculture d'Angers, GRT gaz, IMT Atlantique, Institut CDC pour la recherche, Département Loire-Atlantique, Mairie de l'Île d'Yeu, Nantes Métropole, PNR Loire Anjou Touraine, Pays de Pouzauges, Région Pays de la Loire, SCOT Pays de Retz, Syndicat départemental d'énergie (SYDELA) de Loire-Atlantique, SyDEV, Trame.

Les deux enjeux principaux du programme TES sont :

- **Faciliter l'émergence d'initiatives collectives**, qui sont portées par les acteurs du territoire : entreprises, agriculteurs, habitants, associations locales...
- **Favoriser le changement d'échelle** : "La question essentielle ici est la coopération entre la politique publique et ces porteurs de projets", selon Samuel Aubin.

La feuille de route détaille "trois univers sociaux" avec lesquels les partenaires co-construisent en groupes de travail : des zones d'activités, des acteurs du monde agricole (notamment sur des projets de méthanisation collectifs), des collectifs citoyens. Le coordinateur explique ce choix : "Les questions autour de la transition énergétique se posent dans des univers particuliers et nous nous inscrivons dans une démarche entre pairs : qui mieux qu'un chef d'entreprise peut dialoguer avec un autre chef d'entreprise ?"



EXEMPLE DE DYNAMIQUE COLLECTIVE DU PROGRAMME TES : LA ZONE D'ACTIVITÉS DE LA CHANTRERIE

La zone d'activités de la Chantrerie, à Nantes, comprend notamment l'École IMT Atlantique à laquelle est rattaché le programme TES. "Dans un premier temps, les établissements d'enseignement supérieur et les entreprises ne travaillaient jamais ensemble. Puis, une dynamique collective y est née : nous avons effectué un travail de monographie pour la comprendre."

Le premier projet collectif de la Chantrerie a été celui d'une chaufferie à bois qui reliait les différents établissements. "Comme pour les autres projets, il y a un moment très important : lorsque les acteurs découvrent qu'ils ont réussi à réaliser un projet ensemble", commente le sociologue. "À ce moment, se combinent deux registres : le registre de l'intérêt et le registre du plaisir. Et comme les acteurs auront pris plaisir à mener ce projet, ils chercheront à en mener de nouveaux ensemble."

Parmi les conditions facilitatrices de ce type de dynamiques, Samuel Aubin évoque le "leadership" - "notion à laquelle nous ne sommes pas très habitués en France, contrairement au Québec". "Le leadership qui nous intéresse est très particulier : les Québécois l'appellent "leadership partagé", il constitue le collectif. Il est très important de pouvoir l'analyser et le comprendre."

EXEMPLE DE LA DYNAMIQUE COLLECTIVE DE SAINT-CAMILLE AU QUÉBEC

Pendant deux ans, des chercheurs de l'Université de Montréal et des habitants de Saint-Camille ont cherché à comprendre ensemble quels étaient les ressorts de la dynamique de ce territoire.

Parmi les conclusions qui ressortent de ce travail, Samuel Aubin cite :

- **La temporalité et l'inscription de la dynamique dans l'histoire du territoire :** "On peut retrouver cela dans les propos de Jean-François Caron, maire de Loos-en-Gohelle : c'est d'abord un travail sur l'histoire et la valorisation de chaque territoire. C'est très important pour permettre l'appropriation par les acteurs."
- **Le "leadership" et la question de la formation des porteurs de projets** à la coopération dans le cadre d'un "leadership partagé". C'est un enjeu clé pour l'innovation, selon le sociologue. A Saint-Camille, ajoute-t-il, "l'innovation est presque devenue une seconde nature pour les acteurs du territoire."
- **La réflexivité :** "Participer ne suffit pas. A Saint-Camille, les acteurs se sont appropriés les outils : ils développent des actions mais ils réfléchissent aussi à ce qu'ils sont en train de développer. C'est fondamental : ils se constituent ainsi comme collectif."
- **L'arrimage des dynamiques collectives aux politiques publiques :** "Nous savons

qu'aujourd'hui, cette question divise dans les milieux écologistes. Il existe des initiatives à l'échelle ultra-locale qui se veulent indépendantes des pouvoirs publics. Nous, nous avons pris le parti de dire que, pour construire des démarches résilientes de territoire, il faut une véritable coopération entre les acteurs citoyens et une politique forte. Des expériences comme Saint-Camille montrent très clairement cette nécessité."

- **L'hybridation des dispositifs,** très développée par l'économie sociale et solidaire.

PROCESSUS DE TRANSFORMATION

Le sociologue s'appuie sur le livre *Utopies réelles* d'Erik Olin Wright¹¹, qui présente trois stratégies de transformation :

- La transformation par rupture,
- La transformation symbiotique, "c'est-à-dire celle où les acteurs construisent des compromis avec les gouvernants", précise Samuel Aubin,
- La transformation interstitielle : "dans un système, qui n'est jamais monolithique, il y a des zones d'incohérences et des failles, où peuvent émerger des alternatives", ajoute-t-il. Il conclut "de façon pragmatique" que pour une transformation en faveur de la sobriété, une combinaison des moyens symbiotiques et interstitiels est nécessaire. "En Pays de la Loire, nous observons, de façon assez surprenante, qu'il y a un consensus plus large que ce à quoi on pourrait s'attendre. Il y a plus de possibilités de travailler ensemble qu'on ne le croit, mais cela suppose de faire avancer des alternatives et de les identifier pour qu'elles puissent être reprises."

¹¹ Erik Olin Wright, *Utopies réelles*, 2017, La Découverte

3. COOPÉRATION POUR LA SOBRIÉTÉ EN HAUTE SAVOIE : ALIMENTATION, MOBILITÉ, RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE - Damien Gaucherand, directeur du PTCE Innovalles

SOBRIÉTÉ ALIMENTAIRE DANS LA RESTAURATION SCOLAIRE

Damien Gaucherand expose le travail d'Innovalles avec plusieurs établissements de coopération intercommunale sur la restauration scolaire : dans le code des marchés publics, explique-t-il, il est possible de flécher les choix d'attribution de lots en fonction des objectifs des acteurs publics à travers les clauses environnementales et sociales.

"Lorsque nous avons commencé à travailler sur le circuit d'alimentation des cantines, la grande crainte était le coût : on nous disait que le bio et le local coûtait 30% plus cher", rapporte-t-il. "Nous nous sommes intéressés à la mesure exacte de ce qui partait à la poubelle chaque jour : nous l'avons valorisé pour amortir le surcoût matière première. Nous avons diminué les déchets des restaurants scolaires et nous avons diminué le coût du déchet restant avec des collecteurs de proximité, qui eux-mêmes sont des structures d'insertion par l'activité économique", expose Damien Gaucherand, selon qui ce principe satisfait à la fois les élus et les parents d'élèves.

MOBILITÉ DANS LE CADRE DU PTCE INNOVALES : REPENSER LE DÉPLACEMENT & LE TRAVAIL

Lorsqu'il a été question d'acquérir un nouveau véhicule pour les déplacements professionnels du PTCE, "nous avons découvert une coopérative d'autopartage, Citiz, qui n'était pas encore implantée dans notre territoire", raconte le directeur. "Nous avons passé un accord d'utilisation avec une communauté de communes et le groupement d'entreprises auquel nous appartenons pour mutualiser le véhicule. Nous avons implanté ce véhicule à 7 kilomètres de nos bureaux et nous avons acquis deux vélos pour le rejoindre."

La première conséquence de ce nouveau dispositif a été de repenser la façon de travailler du PTCE : "Nous nous sommes rendu compte que nous n'avions pas tant besoin de ce véhicule si nous passons d'une journée de télétravail autorisée à deux journées et demie, voire trois journées. Au cœur de ce dispositif, il y a la confiance, et cela fonctionne très bien", juge le directeur.

L'autre conséquence, due au télétravail, est qu'à présent le PTCE a besoin d'un local d'activité moins grand et va donc déménager : il pourra ainsi investir l'économie faite dans de nouveaux projets. Damien Gaucherand s'en félicite et explique que, dans une démarche de sobriété, "la question est toujours : comment je peux faire mieux avec moins ?"

RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE PERFORMANTE ET SOBRIÉTÉ

Innovalles accompagne plusieurs dispositifs de rénovation énergétique de maisons individuelles. "Un bâtiment éco-construit est souvent très compliqué et, à moins d'être soi-même ingénieur, on peut générer toute une série de contre-performances. Le bâtiment se dégrade rapidement si on ne sait pas le piloter. On se rend compte qu'il vaut mieux construire des bâtiments un peu moins performants, mais, par exemple, refaire la toiture et installer des panneaux photovoltaïques pour la production d'électricité dans le cadre d'une coopérative locale."

Le directeur d'Innovalles explique que l'hybridation de plusieurs systèmes de ce type, par exemple avec des dispositifs de mobilité partagée, permet de réinventer "au coin de la rue" des systèmes de sobriété vertueuse. Même si, selon lui, la culture locale montagnarde n'est pas celle de la coopération, il assure qu'il existe un véritable plaisir de réinventer ensemble des choses qui fonctionnent et qui répondent aussi aux enjeux d'emploi.

4. DISCUSSION AVEC LA SALLE



- **Anne Bringault, du CLER et du Réseau Action Climat (RAC)**, signale qu'elle a apporté quelques exemplaires de l'étude sur la sobriété de Négawatt¹². Elle pose deux questions :
 - "Parler de sobriété à des publics qui sont confrontés à la précarité énergétique peut être perçu comme violent et créer des réactions virulentes. Est-ce qu'on peut parler de sobriété sans parler de lutte contre les inégalités ?"
 - "Vous avez parlé des injonctions contradictoires "Consommez plus, consommez moins" ; certains proposent une loi Evin de la publicité sur le climat et la transition énergétique ; le Ministère de la Transition Écologique et Solidaire envisage de réglementer la publicité dans sa stratégie nationale bas-carbone¹³ : qu'en pensez-vous ?"
- **Pierre-François Vaquié, de la Fédération Nationale des Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole (FNCUMA)**, observe dans le secteur agricole que le discours sur les économies "non visibles" induites par la mutualisation, par exemple, est très difficile à faire entendre. "Comment rendre visible l'intérêt de l'usage ?", demande-t-il. Il fait également valoir la place de l'échelle nationale dans les politiques en faveur de la transition : "S'intéresser aux collectifs ne suffit pas, il faut aussi se poser la question de l'État." Il pose alors une question sur les moyens alloués à l'animation des collectifs locaux : "Quelles capacités ont aujourd'hui les pouvoirs publics, locaux, régionaux, nationaux, pour aider à ce fonctionnement ?"
- **Julien Camacho, du CLER**, explique que son association s'occupe du défi Familles à Énergie Positive¹⁴. Sa question s'adresse à Samuel Aubin : "Souvent, les personnes qui s'investissent dans un programme comme Familles à Énergie Positive le font parce qu'elles sont déjà très sensibilisées et qu'elle souhaitent participer à un projet collectif, voire un projet de société. Comment pensez-vous les espaces entre des personnes engagées et des personnes beaucoup moins sensibilisées ?"

¹² La sobriété énergétique, pour une société plus juste et plus durable, Négawatt, 2018, à consulter en ligne : <http://bit.ly/2GJrlUm>

¹³ Projet de loi, version décembre 2018, consultable en ligne : <http://bit.ly/2X3zF6N>

¹⁴ Site du programme : <http://www.familles-a-energie-positive.fr/>

Réponse de Patrick Behm

- **Rapport Négawatt**

Patrick Behm recommande la lecture du rapport Négawatt, complémentaire de la publication du Labo de l'ESS.

- **Échelles d'actions pour la sobriété énergétique**

Le responsable du groupe de travail explique que la publication du Labo de l'ESS traite de trois niveaux : le microsocioal, le mésosocioal et le macrosocioal. "On ne résoudra pas le problème de la sobriété en n'attaquant qu'un seul niveau : les trois niveaux doivent s'enrichir et s'entraîner les uns les autres. Il n'est donc pas question de négliger la politique ou l'individu : les trois niveaux sont nécessaires."

- **Vers une loi Evin pour l'environnement ?**

La question de réglementer la publicité est un enjeu sur lequel le groupe de travail s'est penché : "Il y a une telle contradiction entre nos objectifs environnementaux et les messages publicitaires ! C'est effectivement un point très important."



Réponse de Stéphane Baly

- **Sobriété subie et décroissance de la consommation des plus aisés**

"La question de l'inégalité dans l'accès à la consommation énergétique renvoie souvent à un rapport Nord-Sud. Or, c'est aussi une question de proximité : à Lille, un quart des ménages est en situation de précarité énergétique." Le conseiller municipal juge que "cela doit aussi interpeller certaines de nos politiques, comme les politiques de rénovation – où on cible les ménages les plus précaires : c'est très bien, mais ce sont les classes urbaines aisées qui doivent faire décroître leur consommation car elles ont des consommations bien supérieures à la moyenne. Les politiques doivent aussi s'y atteler." Il donne l'exemple de la tarification progressive de l'électricité et de l'eau : "Le premier mètre cube, pour se laver et boire, n'a pas la même utilité que ceux qui remplissent une piscine. Au-delà de la satisfaction des besoins élémentaires, cette politique de dissuasion est nécessaire."

- **Familles à Énergie Positive et soutien à l'animation**

Stéphane Baly fait le parallèle avec une politique Familles Zéro Déchet que mène la Métropole de Lille. "Nous avons mis quelques dizaines de milliers d'euros pour son animation. Les moyens ne sont pas suffisants car on est sûr de l'animation – alors que l'animation n'est pas gratuite. Pour les collectivités, qui ont des contraintes budgétaires, il est moins noble de soutenir de l'animation que de consacrer du budget à de l'investissement : il faut vraiment changer de lecture sur ces questions !" juge-t-il.

- **Place du politique dans les dynamiques en faveur de la sobriété**

Samuel Aubin assure que "la place du politique est très importante". Il a focalisé son exposé sur une échelle territoriale car "le programme d'action-recherche a choisi de délimiter un terrain spécifique sur les trois échelles micro locale, intermédiaire et régional. L'articulation entre ces trois échelles est très importante : il faut un écosystème qui permette de récupérer les initiatives d'une échelle à l'autre."

- **Sobriété et inégalités**

"Il faut de plus en plus de démarches systémiques. Le collectif de la Chantrerie est parti d'une chaudière bois et aujourd'hui il a mis en place un jardin, travaille sur les déchets et sur les déplacements. Apprendre à consommer moins d'électricité et d'eau, à produire moins de déchets, cela participe à un projet de territoire. La question de comment on vit ensemble et comment on répartit la richesse est au cœur de ces politiques systémiques."

- **L'individu dans les collectifs**

"L'attention que je porte aux collectifs est liée au fait que passer d'un mode de vie axé sur la consommation à un mode de vie plus sobre n'est pas une démarche anodine. Notre façon actuelle de chercher la reconnaissance de l'autre passe notamment par la consommation. Il faut donc des espaces tiers, protégés, probablement non-institutionnels, dans lesquels on puisse apprendre à être ensemble différemment. Comment construire ce type d'espaces ? Le collectif de l'action-recherche du TES, par exemple, en est un : c'est un espace où une façon d'être nouvelle peut émerger, au-delà de la représentation."

Réponse de Samuel Aubin



VERS UNE
SOCIÉTÉ SOBRE

3.

"Au-delà des expériences concrètes présentées, comment faire changer d'échelle la dynamique de sobriété énergétique ?", se demande Patrick Behm en introduction du troisième temps de la rencontre. Il présente le problème pointé par la publication Sobriété énergétique : l'absence d'un récit structurant pour construire la sobriété.

1. EXPÉRIENCE DE SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE DANS LE NORD - Stéphane Baly, administrateur de Virage-Énergie et conseiller municipal à la Mairie de Lille

UN RÉCIT "QUI DONNE SES LETTRES DE NOBLESSE À LA SOBRIÉTÉ"

"Nous sommes tous soumis à une double injonction : celle de consommer davantage et celle de freiner notre frénésie de consommation", reprend le responsable du groupe de travail. Cette contradiction continuera à se poser aussi longtemps que nous n'aurons pas réussi à construire "un récit de la sobriété, qui soit positif, vecteur de changement sociétal et qui permette de sortir par le haut de notre logique consumériste."

RÉCITS EXISTANTS EN FAVEUR DE LA SOBRIÉTÉ

Patrick Behm cite ensuite quelques exemples de récits qui prônent la sobriété :

- **Les mouvements décroissants**

"Ces mouvements portent des éléments de réflexion importants depuis de nombreuses années", selon Patrick Behm. "Mais ils n'apportent pas toujours un récit suffisamment positif sur la sobriété", regrette-t-il.

- **La sobriété heureuse**

Le responsable du thème de travail cite plusieurs sources de ce mouvement et de son développement : la pensée de Pierre Rabhi¹⁵, le mouvement Colibris¹⁶, le film Demain¹⁷.

- **Le mouvement slow**

"Le mouvement slow a commencé par l'alimentation en valorisant la *slow food* et s'est étendu ensuite à d'autres thématiques, comme la technologie (*slow tech*) ou le voyage (*slow travel*). Il vise à ralentir pour mieux réorienter notre développement."

"Ce sont des éléments de récit, commente Patrick Behm, mais il nous manque encore des éléments pour fédérer nos aspirations à la sobriété en un ensemble qui puisse entraîner les foules."

¹⁵ Site de Pierre Rabhi : <https://www.pierrerabhi.org/>

¹⁶ Site du Mouvement Colibris : <https://www.colibris-lemouvement.org/>

¹⁷ Site du film : <https://www.demain-lefilm.com/>

2. VERS LA GÉNÉRALISATION : QUELQUES DISPOSITIFS DÉJÀ EXPÉRIMENTÉS

La publication *Sobriété Énergétique* présente une vingtaine de propositions issues d'expériences et de bonnes pratiques de sobriété énergétique pour réfléchir à leur possible généralisation. "Certaines de ces pistes sont faciles à mettre en œuvre, d'autres sont plus structurantes et demandent donc une temporalité plus longue", nuance Patrick Behm avant de citer quelques uns de ces dispositifs :

- **Les nudges, ou "coups de pouces"**, qui permettent d'orienter les comportements¹⁸. "Il est intéressant d'étudier, comme le fait La Fabrique écologique¹⁹, la possibilité de systématiser ces dispositifs pour des comportements plus sobres", selon Patrick Behm.
- **La tarification progressive de l'énergie**²⁰, dans laquelle "il est essentiel de penser les enjeux d'équité". Le responsable du thème de travail rappelle qu'en Corée du Sud, une Green Card a été mise en place : les citoyens acquièrent des points lorsqu'ils font des achats responsables, qui leur permettent d'avoir des avantages sur leurs futures consommations responsables. "Il s'agit d'une réorientation de la consommation", explicite Patrick Behm.
- **L'éducation à la sobriété énergétique** : "En avril 2018 a été créé un Office of Climate Education²¹ au niveau mondial, ce qui montre la prise de conscience internationale." Il existe des actions dans les collèges, les lycées, les universités qu'il faudrait, selon Patrick Behm, "encourager et systématiser".
- **La sobriété alimentaire** : en parallèle d'un très fort développement des Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne (AMAP) et des circuits courts alimentaires, on observe également le développement de la lutte contre le gâchis alimentaire dans la restauration collective, par exemple.
- **La sobriété matérielle**, qui inclut la durabilité des produits – à travers le réemploi, la réparation et la lutte contre l'obsolescence programmée - et l'écoconception, "dont la feuille de route pour l'économie circulaire sortie en avril 2018 parle très peu, ce qui est dommage", regrette Patrick Behm.
- **Les low tech** : "Là où il n'est pas nécessaire de développer les technologies, il est bien meilleur de s'en tenir à des objets techniques simples et peu énergivores", argumente Patrick Behm. Présentation des trois intervenants de la table ronde : "On est capable aujourd'hui de faire rouler des automobiles avec un litre aux 100 kms !" Il indique qu'il est nécessaire, pour les pouvoirs publics, d'encourager cette production moins énergivore et, pour les consommateurs, de la réclamer.

¹⁸ "Il s'agit d'incitation visuelle non intrusive pour pousser à une action particulière. [...] D'après Mickaël Dupré, docteur en psychologie sociale, « les nudges sont efficaces pour inciter les individus à réaliser des comportements avec lesquels ils sont d'accord »." *Sobriété énergétique*, Labo de l'ESS, 2018, p. 35

¹⁹ L'incitation aux comportements écologiques – Les nudges un nouvel outil des politiques publiques, La Fabrique écologique, janvier 2016

²⁰ *Sobriété énergétique*, Labo de l'ESS, 2018, p.44-45

²¹ Site du programme : <http://www.oce.global/>

- **Le partage de biens et de services** : Patrick Behm assure que les Repair Cafés, les accorderies ou encore les bricothèques sont des réseaux qui commencent à se développer au niveau européen et au niveau français. Ces initiatives vont dans le sens d'une plus grande durabilité des produits grâce à l'engagement des citoyens, qui partagent leurs savoir-faire, réparent ensemble et mutualisent leurs objets.
- **La mobilité sobre**, "problème très complexe car il se heurte à la question de l'aménagement du territoire", selon Patrick Behm. "Les zones pavillonnaires, par exemple, sont très souvent pensées avec un usage important de la voiture : il y a une véritable réflexion à mener pour éviter l'étalement urbain et repenser l'aménagement du territoire avec l'idée de sobriété énergétique." Cette réflexion doit notamment prendre en compte les modes de transports doux, mais aussi simplement limiter les déplacements : le télétravail, qui progresse en France, fait partie des usages à encourager et à développer.
- **La place des entreprises** : "Elles se situent entre le niveau individuel et le niveau territorial, elles peuvent de ce fait contribuer à infléchir les comportements mésosociaux et économiques", explique Patrick Behm. Il s'agit d'encourager dans le sens de la sobriété non seulement l'entreprise dans son fonctionnement, mais également les collaborateurs : l'économie sociale et solidaire doit être le fer de lance de la sobriété, qui permette de montrer l'exemple et de faire effet de levier pour entraîner plus largement les acteurs économiques", préconise Patrick Behm.

“Il s’agit d’encourager dans le sens de la sobriété non seulement l’entreprise dans son fonctionnement, mais également les collaborateurs : l’économie sociale et solidaire doit être le fer de lance de la sobriété, qui permette de montrer l’exemple et de faire effet de levier pour entraîner plus largement les acteurs économiques”

3. RÉACTIONS DES INTERVENANTS SUR LA QUESTION DE LA GÉNÉRALISATION DE LA SOBRIÉTÉ

STÉPHANE BALLY : INSCRIRE LA SOBRIÉTÉ DANS UN PROJET SOCIÉTAL GLOBAL

L'administrateur de Virage-Énergie insiste sur le fait que les comportements individuels sont gouvernés par nos choix d'organisation collective et que le passage de l'ébriété à la sobriété énergétique ne pourra se faire que par les citoyens. Il avance l'idée qu'une société pleinement engagée dans la sobriété énergétique modifie ses normes sociales : "Il faut imaginer un collectif pour une réduction volontariste et organisée de nos consommations. C'est aussi le rôle joué par la culture – comme cela a été le cas à Lille lors de l'exposition "Pour une poignée de degrés"²² qui traite des conséquences du dérèglement climatique. C'est aussi une modification des paysages, visible par exemple à travers les éoliennes, les pistes cyclables, l'agriculture urbaine..."

"La sobriété énergétique n'est pas une fin en soi, c'est un levier pour construire une société plus durable, plus juste, plus équitable : il y a de multiples co-bénéfices, par exemple sanitaires. Il est important qu'on ait des politiques de sobriété qui soient transversales et qui répondent aux questions sociales, sanitaires, environnementales et économiques simultanément. La facture énergétique de Lille, incluant la mairie, les ménages, les entreprises, cela représente 302 millions d'euros chaque année alors que le territoire ne produit quasiment rien : c'est une fuite économique, c'est une impasse. Cela doit nous amener à un sursaut !"

DAMIEN GAUCHERAND : LA PLACE CENTRALE DES CITOYENS ET DE LEUR CHOIX DE CONSOMMATION

Le directeur d'Innovales commente la question du changement d'échelle en insistant sur le fait que "le bon mode opératoire, c'est de créer les projets, de montrer qu'ils fonctionnent et de les amener sur la table des décideurs publics. En ce qui concerne l'engagement dans la sobriété, l'acteur le plus important est chacune et chacun d'entre nous. Nous avons une arme très importante entre les mains : notre consommation. Les arbitrages que nous faisons sont favorables ou non à la sobriété et c'est par ce changement que nous sortirons d'une vision très verticale, où nous attendons tout de l'État. La sphère publique au niveau national ou européenne n'est pas au rendez-vous de ces enjeux. En Savoie, nous travaillons beaucoup à cette question de la mobilisation des citoyens et nous apprenons beaucoup de nos voisins suisses." Il ajoute que, l'entreprise étant un lieu très attentif à la réduction de ses coûts, c'est un lieu qui peut se révéler suffisamment agile pour faire avancer rapidement les questions autour de la sobriété.

²² Site du projet : <http://degres.photos>

SAMUEL AUBIN : SOBRIÉTÉ ET GOUVERNANCE

Le sociologue revient sur la question du rôle du consommateur : "Nos pratiques de consommation sont tellement conditionnées que je ne crois pas que l'on puisse vraiment y voir une arme. Faire bouger les pratiques sociales, c'est faire bouger les systèmes techniques et sociaux dans un territoire donné." Continuant sa réflexion sur les enjeux politiques, il ajoute : "La question de la gouvernance me paraît très importante – les projets de transition énergétique sont des projets politiques et supposent donc de faire évoluer nos pratiques de gouvernance. Il faut que les acteurs publics acceptent de se mettre dans des postures nouvelles, plus accompagnatrices. Il faut passer à des projets où on a une co-construction et un co-portage dans la durée."



4. DISCUSSION AVEC LA SALLE



- **Elisabeth Javelaud, du Pacte Civique**, cite à son tour le réalisateur de Demain, Cyril Dion, pour parler de son récent ouvrage *Petit manuel de résistance contemporaine*, qui est selon elle "beaucoup moins positif que son film". Elle explique : "Comme Pablo Servigne ou d'autres de cette génération, il y parle d'effondrement. On parle d'une sobriété qui va s'imposer à tout le monde, pas d'une sobriété choisie. La question est donc : comment fait-on dans un système où nous sommes obligés d'avancer à marche forcée ?"
- **Abel Guggenheim, de Cause Commune FM**, juge "le rapport Sobriété énergétique en deçà de ce qui est présenté dans le cadre de la rencontre". "Je trouve qu'on n'y parle pas suffisamment de la mobilité et que, lorsque c'est le cas, on parle par exemple seulement du vélo électrique et non du vélo lui-même. J'y vois aussi une erreur sur les transports en public : le Groupement des Autorités Responsables des Transports (GART) ne s'est pas prononcé pour la gratuité des transports publics."
- **Fanélie Carrey-Conte, d'Enercoop**, ajoute une référence à la question du récit mobilisateur : L'impasse collaborative, pour une véritable économie de la coopération, d'Eloi Laurent. "L'auteur y explique qu'il faut distinguer collaboration au service de la croissance et coopération au service du bien-être. Cet imaginaire de mobilisation positif me semble aller dans le sens de ce dont nous avons parlé aujourd'hui." Elle revient aussi sur la question du télétravail en alertant sur le fait qu'il faut être vigilant sur la question du maintien des collectifs de travail, en faisant référence aux travaux précédents du Labo de l'ESS²³. Enfin, elle revient sur l'idée d'exemplarité de l'entreprise : "Chez Enercoop, nous encourageons les entreprises à s'engager à travers le choix de leur fournisseur d'électricité mais aussi à travers des actions de formation qui peuvent être développées auprès de leurs collaborateurs sur les questions de transition énergétique."
- **Loïc Jacqueson, conseiller en RSE**, souhaite revenir à la question de la mesure et de l'évaluation : "En termes de sobriété "pure", c'est-à-dire indépendamment de l'efficacité, existe-t-il de premiers indicateurs multiples ou des formes d'évaluation ? Est-ce à l'état expérimental ou à l'état d'idée ? Ce type d'outils me paraît vraiment nécessaire pour changer d'échelle, a fortiori auprès des publics réfractaires."

²³ Transformer l'emploi, redonner du sens au travail, Labo de l'ESS, 2017 : <http://bit.ly/2SNtKVd>

Réponse de Patrick Behm

- **Concernant les transports**, sur le vélo, *"nous aurions effectivement pu en parler davantage. Encore une fois, ce rapport n'est pas un point d'aboutissement: nous sollicitons vos avis pour pouvoir le développer."* La question des transports publics, quant à elle, *"est un problème extrêmement complexe et la position du GART n'est pas tout à fait opposée."*
- **Sur le problème de la sobriété subie dans le cadre d'un effondrement**, Patrick Behm tient à insister sur le fait que l'un des messages du rapport du GIEC est *"qu'il n'est pas trop tard."* Il ajoute : *"Nous ne sommes pas encore complètement contraints de subir. Il y a encore une place pour que nous ayons l'intelligence collective de choisir la sobriété : nous nous inscrivons dans cette démarche."*

Réponse de Stéphane Baly

- **Sur la question de la sobriété choisie ou subie** du fait des changements climatiques, il invite à se pencher sur le discours d'Aurélien Barrau sur l'acceptation, aujourd'hui, de petites restrictions pour éviter de grandes déconvenues demain.



"La société, collectivement, est prête, mais sommes-nous à la hauteur des enjeux et de l'urgence?" se demande-t-il.

- **En complément sur le télétravail et les tiers lieux**, Stéphane Baly fait observer qu'il faut également observer les conséquences de ces usages. *"Si vous télétravaillez un, deux ou trois jours par semaine, vous ne prendrez plus nécessairement votre abonnement mensuel aux transports en commun car il vous reviendra moins cher de prendre votre voiture les autres jours – vous obtenez un effet pervers. Mon idée n'est pas de décourager le télétravail et le développement des tiers lieux mais d'adapter les cadres réglementaires, fiscaux et législatifs à ces transformations pour éviter les effets pervers."*

Réponse de Stéphane Baly

- **Concernant l'effondrement**, le sociologue se dit *"attentif à l'effet produit"* : *"Les circonstances actuelles appellent, individuellement et collectivement, un travail pour comprendre comment nous sommes touchés affectivement et ce qu'on en fait. Car le risque est que nous soyons sidérés, que cela nous bloque dans nos capacités d'action."* Il faut à ce propos, selon Samuel Aubin, *"donner les informations, mais il faut être vigilant aux effets produits. Nous sommes dans des groupes homogènes, on n'a pas forcément de vision sur ce que cela produit dans d'autres univers sociaux."*

CONCLUSION DE LA RENCONTRE

par Hugues Sibille, président du Labo de l'ESS

Le président du Labo de l'ESS rappelle l'importance de la publication *Sobriété énergétique* du groupe de travail "Transition énergétique citoyenne" : "C'est un rapport qui fait progresser. En le lisant, j'ai pris conscience qu'il fallait que je change un certain nombre de choses dans ma façon de vivre et de consommer." Il ajoute que les travaux du think tank ne sont jamais "finis, coulés dans le marbre" : ils vivent et se développent. Hugues Sibille invite les acteurs présents à les enrichir et à les diffuser dans les territoires. "Le groupe de travail du Labo de l'ESS ira sur le terrain pour présenter et discuter ce travail." Il y aura également des suites au travail sur la sobriété, "peut-être sur l'auto-consommation", précise-t-il.

"Ce que je trouve le plus complexe, face à la rapidité des changements environnementaux, c'est le temps de mise en œuvre des solutions – il faut souvent une dizaine d'années pour qu'une initiative de terrain soit pleinement développée. C'est un sujet pour le Labo de l'ESS : comment fait-on pour avancer plus rapidement, tout en gardant l'aspect qualitatif ? Nous en avons parlé : il y a un travail d'outillage à faire pour pouvoir aller plus vite. Il est également nécessaire qu'il y ait des politiques incitatives, pour qu'on ait de réels impacts sur le climat."

Les trois niveaux présentés dans le rapport et dans le cadre de cette rencontre sont, aux yeux du président du Labo de l'ESS, primordiaux : le niveau microsocial ou individuel, le niveau mésosocial du territoire et le niveau macrosocial. "Le niveau personnel concerne l'individu mais nous sommes aussi des individus groupés. L'économie sociale et solidaire a un rôle à jouer pour dire qu'on n'est pas seul face aux problèmes de société." En ce qui concerne le niveau des territoires, essentiel pour l'ESS, Hugues Sibille regrette le manque de soutien de l'État aux PTCE alors que la Commission Européenne s'y intéresse pour une diffusion au niveau européen. "Il faut que les outils de coopération soient soutenus, comme nous l'avons dit pendant cette rencontre." Il donne l'exemple des questions de mobilité, qui peuvent être traitées de manière très pertinente par des PTCE.

Hugues Sibille soutient qu'il ne faut pas qu'il y ait un récit de la sobriété d'un côté et un récit de l'ESS de l'autre : "Il faut qu'il y ait un récit de la transformation qui fasse cohérence. La question est celle de la post-croissance : comment fait-on pour avoir un modèle de développement qui soit d'une autre nature ? C'est une question pour l'ESS, y compris sur les problématiques d'indicateurs. Le Labo de l'ESS a lancé un chantier "Territoires pionniers" pour étudier de manière concertée des expériences diverses comme Territoires à énergie positive, Territoires zéro chômeur... Ce travail doit permettre de comprendre quels enseignements peuvent être tirés de ces dynamiques territoriales."

Il finit sa conclusion en invitant les personnes à rejoindre le Labo de l'ESS, qui est un "collectif intellectuel et agissant : rejoignez-nous pour que nous soyons plus efficaces ensemble !"



Direction éditoriale : Françoise Bernon
Rédaction : Debora Fischkandl
Création graphique : Claire-Mérodie Dumont
Impression : Cava burelor
Ce document a été imprimé sur du papier Cocoon 100% recyclé
Ne pas jeter sur la voie publique

Le Labo de l'ESS est un think tank
qui construit, par un travail collaboratif,
des axes structurants de l'économie sociale et solidaire,
à partir d'initiatives concrètes, innovantes et inspirantes
issues des territoires.

SUIVEZ-NOUS !

 lelabo-ess.org

 [@lelabo_ess](https://twitter.com/lelabo_ess)

 [Labo ESS](https://www.facebook.com/Labo-ESS)

 [Le Labo de l'ESS](https://www.linkedin.com/company/lelabo-ess)

mars 2019

41, rue de Bellechasse - 75007 Paris
01 80 05 82 00
contact@lelabo-ess.org

Avec le soutien de :



cget



**INSTITUT CDC
POUR LA RECHERCHE**

